dans l'intérêt public. Par conséquent, si le plaidoyer est vrai, naturellement l'action devrait être renvoyée et le demandeur devrait en subir toutes les conséquences. C'est pourquoi, quand j'ai lu l'action, j'ai trouvé que le demandeur était accusé très gravement ; mais quand j'ai lu le plaidoyer, j'ai trouvé que l'accusation était encore plus grave que l'action ne le faisait voir, et je me suis dit : si cet homme n'est pas un insensé, si cet homme a l'intelligence ordinaire, il a dû, avant de porter l'accusation, prendre toutes les précautions voulues pour pouvoir la prouver, de manière à être prêt à en fournir la preuve au premier moment où le demandeur lui demandera de le faire. Or, qu'est-il arrivé ? Je monte sur le banc, la cause est appelée — l'action avait été prise depuis un certain temps — la cause est appelée, et on me demande de faire émaner une commission rogatoire pour aller dans un autre pays. On dit : je n'ai pas la preuve, les preuves sont dans un autre pays. On est même si peu préparé que la motion pour faire émaner la commission rogatoire n'est pas rédigée ; je suis obligé de donner au procureur de la défenderesse le temps de préparer cela. Nous avons donc ici l'accusateur, la compagnie du *Nationaliste*, qui n'a pas même donné une arme à son avocat. Son avocat dit : je n'ai rien, je viens d'être mis dans le dossier, je n'ai rien. Cependant, il est en possession du document sur lequel il s'appuie pour accuser le demandeur de s'être parjuré. Il y a un affidavit à cet effet, et l'avocat dit : il ne m'a pas même mis cela entre les mains. Eh bien, dans de telles circonstances, quand un homme a du cœur, qu'il a quelque notion d'honneur — est-ce qu'il ne m'était pas permis, dans les circonstances, en présence de la gravité de l'accusation, de l'invitation réitérée, répétée au demandeur de poursuivre le *Nationaliste*, afin que le défendeur lui amènât ses preuves — n'étais-je pas justifiable de me sentir un peu indigné de voir que la compagnie défenderesse se comportait de cette façon-là ? Enfin, c'était une espèce de mépris de cour. Les cours de justice sont un sanctuaire où toutes les choses doivent se passer sérieusement, avec réflexion, et l'on doit, avant